

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433



14 AU 20 DÉCEMBRE 1995

N° 1021

10,00 F

L'ENTREVUE du samedi 9 décembre 1995 entre les syndicats et Mattéoli, le médiateur de la SNCF, n'a rien donné, comme on pouvait logiquement le prévoir. Nous voici donc au début d'une troisième semaine de conflit long et dur, dont l'issue n'est vraiment pas évidente à prévoir, car si chez les cheminots le moral est bon et la détermination toujours aussi forte, on peut raisonnablement penser que cela ne durera pas éternellement. Dans le même temps, et après une semaine intense de mobilisation, la généralisation du conflit ne paraît pas évidente — ou, du moins, une plus intensification ne semble pas acquise. Il nous faut alors nous demander quelle pourra être l'issue de ce beau conflit de l'automne 95, et en fonction de celui-ci qu'est-ce qui restera acquis pour les années à venir.

Le minimum syndical

Lors des assemblées générales, tout au long des manifestations ou au cours des longues heures de piquet de grève, les préoccupations des cheminots semblent ne plus tourner qu'autour de deux points essentiels : le retrait du contrat de plan et la garantie de pouvoir partir à la retraite selon les modalités du régime spécial actuellement en vigueur. Il est vrai que le contrat de plan Etat-SNCF en question est un gros morceau de régression sociale, et que les salariés de base en feraient grandement les frais. Jugez vous-mêmes : gestion des réseaux par les régions administratives, et donc séparation de l'activité « grandes lignes » — qui, elle, est jugée rentable —, et donc également suppression de trains régionaux à l'initiative des régions en question. En général, qui dit suppres-

(suite p. 2)

GRÈVE DES CHEMINS DE FER :

« NOUS NE DEVONS PAS LÂCHER ! »



Paris, le 30 novembre 1995 : des cheminots du dépôt d'Ivry prennent part à la manifestation des étudiants. Photo : D. Werner.

RATP : paroles de grévistes (1ère partie)

Pour le Monde libertaire, le 4 décembre, deux camarades ont rencontré quatre agents de la RATP en grève au dépôt de bus occupé de Belliard (nord de Paris) : M. (machiniste non-

syndiqué), A. (ouvrier qualifié non-syndiqué), S. (ouvrier spécialisé CGT) et J. (machiniste CGT).

Nous les retrouverons dans notre prochain numéro.

Le déclenchement de la grève

J. : En fait, on a tous été surpris. On ramait depuis un certain temps pour lancer un mouvement d'am-

pleur, et à chaque fois on s'était planté. La dernière fois, c'était le 8 novembre ; la grève a été un échec. C'est vrai que vendredi, quand on s'est mis en grève, c'est parti fort sur cette journée du 24, mais en fait, comme les coups d'avant, le lendemain ça devait être fini.

S. : Et puis, on a reçu des coups de fil de 2 ou 3 dépôts, qui nous disaient qu'ils embrayaient sur une grève illimitée. Mais on ne

savait pas si ça allait faire tâche d'huile ici.

J. : Le dépôt d'Aubervilliers n'a pas repris le boulot. Ils ont occupé leur dépôts et ici tout le monde a commencé à en parler. Cela a bien aidé à l'élargissement de la grève. Ici, il y avait le vieux débat des grèves de 24 heures, c'est de la merde et l'idée des mecs c'était de dire que si cette fois-ci on part, il faut que ce soit illimité. Mais comme

on avait déjà fait quelques tentatives et qu'on s'était plantés, on ne ramait pas trop, d'autant plus qu'ici ce n'est pas un dépôt facile. Quand on est en grève à 30-40%, on a fait le plein. Mais c'est surtout le mouvement des cheminots qui a été le moteur. A Belliard, tu as beaucoup de collègues qui habitent en banlieue et qui sont complètement dépendants des transports SNCF. Donc, quand il n'y a plus de train, ils ne peuvent plus venir bosser. Donc, soit ils sont

malades, soit ils font la grève. Ensuite, l'occupation d'Aubervilliers a donné aux autres l'envie de poursuivre au sein de la régie, et enfin tous les jours tu avais d'autres corporations qui entraient dans la grève et ça a fait boule de neige. Mais le déclenchement de tout, c'est clair, ce sont les cheminots. Et si demain les cheminots reprennent le travail, c'est fini, au moins pour la régie.

(suite p. 3)

T 2137 - 1021 - 10,00 F



FOP 2520

RENDEZ-VOUS

LE MANS

Un second groupe s'est formé sur Le Mans, il s'agit du groupe « La Sociale » c/o Sarthe libertaire, 4, rue d'Arcole, 72100 Le Mans. Permanence : le lundi, de 18 h 30 à 19 h 30, au 4, rue d'Arcole (salle 23, 3^e étage).
Vente du *Monde libertaire* : le samedi, de 14 h 30 à 15 h 30, à l'entrée de la rue des Minimes.

LYON

Les groupes FA de Lyon organisent une réunion publique sur le thème : « Les anarchistes et les mouvements sociaux », le samedi 16 décembre, à 15 h, à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc (quartier de la Croix-Rousse), 69001 Lyon.

ROUEN

Le groupe FA vous invite à la projection du film documentaire sur l'Espagne libertaire de 36-39, *Un Autre futur*, de Richard Prost, à la Halle aux Toiles, le jeudi 14 décembre, à 20 h. Entrée libre.

PARIS

Réunion publique le 15 décembre, à 20 h, organisée par le groupe de la Villette et animée par Alain Dervin (groupe Pierre-Besnard), sur le thème : « Les anarchistes et les mouvements sociaux ».
La réunion se déroulera à L'Usine, 102, boulevard de la Villette (métro Colonel-Fabien ou Belle-ville), 75019 Paris.

POITIERS

Le groupe Berkman de la FA tient sa permanence chaque mercredi de 17 h à 19 h, au local du CARES, impasse des Communaux (rue Cornet), 86000 Poitiers (on y rencontre également des syndicalistes de la CNT).

Le groupe Nestor-Makhno publie une brochure intitulée : « Les Anarchistes et la Sécu ».
Prix : 20 F (port compris).
Chèque à l'ordre du CESS.
Commande :
Groupe Makhno c/o CNT-AIT,
Bourse du Travail,
cours Victor-Hugo,
42000 Saint-Etienne.

PARUTIONS

PRESSE

Poitiers libertaire n° 4 (novembre-décembre), parution du groupe Berkman de la FA, est disponible contre l'envoi de 2 timbres, au CARES, Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

BANDEAU

« MONDE LIBERTAIRE »
Le groupe de la FA du Gard diffuse un bandeau « Lisez le Monde libertaire », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : 10 exemplaires : 10 F ; 100 exemplaires : 52 F ; 200 exemplaires : 88 F.
Chèque à établir à l'ordre de Vidal.
A commander à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

PRESSE

Le n° 124 (décembre 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. Il coûte 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).
« Contre-Courants », La Ladière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Grève des chemins de fer :

« Nous ne devons pas lâcher ! »

(Suite de la « une »)

La suppression de trains dit suppression de postes. Notons au passage que c'est sur les contributions fiscales régionales que se payeront les transports ferroviaires : le salarié-contribuable payera deux fois son billet. Enfin, c'est le dernier gros morceau : le plan veut imposer aux cheminots une plus forte productivité, alors que celle-ci est déjà le double des cheminots allemands, et que les énormes gains de productivité (120 000 emplois moins et le développement du réseau « grande vitesse ») des dix dernières années ne s'est retrouvé ni en salaire ni en embauche. D'évidence, les salariés des chemins de fer sont aussi dans la rue pour les mêmes raisons que les autres : la remise en cause du principe de solidarité de la Sécu, l'attaque généralisée contre le pouvoir d'achat et les conditions de vie ouvrière.

Le problème de la généralisation du conflit

Les fantoche comités d'usagers nous ont bien fait rire, avec leur dernière manifestation réunissant 1 500 personnes sur les boulevards parisiens. On peut quand même leur reconnaître le mérite d'avoir fait réagir les cheminots (les autres aussi, mais les gars d'EDF, par exemple, étaient très pris par l'occupation des centrales) et, pour passer à ce qu'on prenait alors comme une tentative d'affrontement civil, de les avoir poussés à descendre dans la rue pour demander aux usagers quelles étaient leurs revendications en matière de transports publics. Il nous a bien fallu constater que cette question intéressait bien peu de monde et que ce qu'attendaient les salariés, les chômeurs et autres précaires, c'était que les cheminots (médiatiquement les plus en avant) fassent reculer le gouvernement sur les problèmes tournant autour de la Sécu, des salaires, conditions de vie. Bien sûr, il n'est pas question de grossir démesurément le trait car nombre de salariés sont dans la rue, et la semaine du 3 au 10 décembre a vu le gonflement des manifestations et du nombre de grévistes, mais cette tendance à la délégalation des responsabilités est bien réelle.
Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la bourgeoisie également s'est rendu compte que l'immense rébellion des salariés était dans bien des cas bridée par la crainte des lendemains, par la perte des habitudes et des structures de

luttés collectives. Un des signes les plus flagrants est le nombre d'entreprises où les mots d'ordre de grève sont limités à une ou deux heures de grève, les vrais débrayages de huit heures étant réservés lors des journées de manifestation. Bien sûr, cela prouve que les exploités en veulent ; mais une condition objective de la lutte est que les fins de mois sont difficiles et que chaque heure de grève pèse lourd.

On ne peut encore jurer de rien, mais, à l'heure où j'écris ces lignes, le gouvernement n'a pas cherché à déloger les grévistes qui occupent leur lieu de travail ; il n'a pas non plus fait charger la police, ni interdit systématiquement les manifestations. Il semble donc que ce gouvernement soit suffisamment confiant pour ne pas ajouter la violence propre à la bourgeoisie à celle qu'il exerce déjà via les médias. Il est possible qu'il n'ait pas tort en cette matière, mais de toute façon, c'est à nous, travailleurs en grève, que revient l'initiative de faire en sorte que ce gouvernement soit défait.

La sortie, c'est par où ?

Le conflit est long, et donc pénible pour les salariés. Il faudra bien en sortir, mais il est évident que nous ne pouvons pas accepter n'importe quelle issue. Pour les bureaucraties syndicales, les enjeux sont clairs : il s'agit de la guerre entre Blondel et Notat pour savoir qui contrôlera le gros gâteau de la Sécu ; c'est également la course de la CGT pour regagner dans les luttes sociales le terrain perdu dans les urnes par le PCF. Ce n'est pas ça qui va nous mener bien loin, mais gageons que cela aura une influence sur les

événements des jours à venir. Ainsi, maintenant que les syndicats CGT et FO ont fait la preuve qu'ils étaient encore incontournables pour un gouvernement, que la CFDT, collabo, a montré à ce même gouvernement qu'elle ne lui était pas d'une grande utilité (sans compter les menaces de scission qui la guette et qui limiteront encore son influence), que Juppé a montré qu'il pouvait rester « droit dans ses bottes » — ou presque — après deux semaines de grèves dures... il va bien falloir à ces messieurs trouver une issue qui ne lèse les intérêts ni des uns ni des autres.

La mobilisation du mardi 12 décembre nous en aura appris sans doute beaucoup sur la détermination des salariés, mais, pour les anarchistes, il est clair que le réveil de la lutte de classe est acquis et que, de ce point de vue, plus rien ne sera jamais comme avant. Pourtant, nous, salariés, devons pousser vers une issue du conflit qui ne soit pas bradée à partir d'une sorte de compromis de réforme moins douloureuse que prévu. Il nous faut donc mettre en avant nos intérêts de classe, et notamment le partage des richesses, la réduction de la journée de travail par la redistribution des gains de productivité.

Les cheminots ont été en pointe dans ce conflit, il serait catastrophique qu'ils l'abandonnent, même s'ils obtenaient la satisfaction de leurs revendications particulières, car en cas de défaite de la classe ouvrière, nul doute que le gouvernement et la direction de la SNCF ne tarderaient pas à nous remettre le couvert.

LAURENT MARTIN
(groupe FA de Maurienne)

PERPIGNAN : DES CORTÈGES MÉMORABLES

Près de 20 000 personnes le 6 décembre. Perpignan n'a pas connu de cortèges d'une telle ampleur depuis bien longtemps ; 1968 très probablement.
Les gros bataillons de la SNCF, de l'Équipement et des PTT ont été rejoints par l'EDF, les enseignants, les hospitaliers, les communaux, ainsi que par les salariés du secteur privé (Cantalou, Agrofel en lutte pour ses emplois)...

Tous les jours vers 10 h 30, les manifestants se retrouvent sur la dalle Arago. A ce rituel, s'ajoutent quelques autres : les tambours et les feux de Bengale qui accompagnent le cortège de l'Équipement.

Des étudiants se retrouvent au coude à coude dans les cortèges ouvriers. Parmi eux, des libertaires, proches de la CNT-AIT, manifestent leur présence, notamment au travers de communiqués dans lesquels la solidarité entre travailleurs, précaires et chômeurs est prônée.

Tous les jours, les grévistes imaginent des actions spectaculaires : blocage de l'autoroute, pique-nique

giant, opération escargot avec les bulldozers de l'Équipement, blocage de la préfecture par un tronçon de voie ferrée pesant près de 2 tonnes...

Également le 6 décembre, manif et rassemblement devant la mairie du député-maire de Rivesaltes, Bascou : une délégation de 7 personnes a très rapidement été « renforcée » par l'irruption de 2 à 300 manifestants dans les locaux de la mairie, manifestement très impatientes...

Des grévistes de l'EDF, après avoir forcé la pièce où se situent les commandes, ont fourni pendant quelques jours l'électricité au seul tarif de nuit.

Un militant du SUD-PTT nous a dit que son syndicat avait initié le seul tri des lettres destinées aux ASSÉDIC.

Les tracts que nous avons distribués ont été bien accueillis par les grévistes. Une réunion sera consacrée, dans notre local, à un débat que nous organiserons dans le but de coordonner les divers secteurs de mécontentement : ouvriers, chômeurs, étudiants, retraités... Des militants de SUD et du CRC devraient y participer.

GRUPE PUIG-ANTICH

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

RATP : paroles de grévistes (1^{ère} partie)

(Suite de la « une »)

L'organisation de la lutte

J. : On a un principe qu'on a défini au début du mouvement : quelle que soit la décision de fermeture ou d'ouverture du dépôt, on arrive vers 4 h et le dépôt est bloqué jusqu'à 7 h 30. En tout état de cause, le dépôt est occupé jusqu'à 7 h 30 le matin, heure à laquelle on fait une assemblée générale, où tout le monde peut parler. Après la discussion, il y a tous les jours 2 votes : un pour ou contre la continuité du mouvement et un second pour ou contre l'occupation. Ça, c'est le fonctionnement qu'on a mis en place, sans vraiment le chercher.

S. : Et puis les questions financières : pour la bouffe, il y a un copain qui l'achète, et chacun se sert et chacun met ce qu'il veut. Sinon, pour une aide aux grévistes, il y a eu des dons d'autres secteurs qui ne sont pas en grève, comme les administratifs et autres, qui collectent des fonds qu'ils viennent apporter au dépôt. On a élu un comité dans lequel il y a des non-syndiqués, et pour l'instant cet argent est bloqué en banque et sera réparti à la fin de la grève. Mais il y a des gens qui disent au personnel administratif que c'est un peu facile de balancer du fric. Eux, se retranchent derrière le fait que ça ne génère pas beaucoup de patron s'ils étaient en grève. Mais nous on trouve que si. C'est psychologique.

J. : Pour le collectif qui gère la thune, on a donc un représentant de chaque organisation syndicale et 2 non-syndiqués, mais on a dû susciter ça. Ce ne sont pas eux qui, spontanément, demandent à ce que se soit géré collectivement. Il n'y a pas cette demande de gérer le conflit collectivement.

S. : Le mouvement ne se développe pas hors esprit des centrales existantes, c'est ça qui craint à mon sens, par rapport aux grèves des années 1980 où il y a eu des coordinations. Là, il n'y en aura pas. Par contre, je trouve que c'est une guignolade de proposer aux mecs de s'associer à nous pour la gestion du fric. C'est un strapontin qu'on leur donne dans la grève. Il n'y a pas non plus eu d'appel de syndicalistes en disant : « les non-syndiqués, il faut que vous soyez avec nous dans l'organisation de la grève vous avez votre place à côté de nous ». On leur a juste demandé de s'associer avec nous pour la gestion du fric.

« RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS ANARCHISTES SUR LE TRAVAIL »
Brochure anarchiste n° 9
éditions du Monde Libertaire
20 francs
(+ 3,70 F de frais de port).
A commander à PUBLICO
145, rue Amélot, 75011 Paris

J. : Non, il y a plein de trucs qui sont pris en charge par des non-syndiqués.

S. : Oui, mais ce sont des gens qui gravitent quand même dans le sillage syndical. Ce n'est pas en tant que non-syndiqués avec un esprit de non-syndiqués. Les mecs gravitent autour d'une section sans pour autant être adhérents. Ce n'est pas comme je l'ai dit l'esprit des coordinations de 1986. Et peut-être que des choses sont faites pour qu'il n'y en ait pas non plus.

J. : Les coordinations, ça n'est pas dans l'esprit de la boîte.

S. : C'est vrai aussi, mais je trouve ça regrettable. Je le regrette parce que tu as des mecs qui sont politisés et qui se sont toujours battus et qui ne sont pas syndiqués, mais qui peuvent apporter beaucoup au mouvement. Ça me fait chier que se soit des organisations qui chapeautent tout le mouvement avec le monopole.

J. : Mais il n'y a pas une volonté de tout chapeauter.

N. : Non, mais cela se fait inconsciemment parce que ces types-là ne s'organisent pas.

G. (machiniste CGT, qui passait) : Moi, je trouve que tu n'as pas raison dans ce que tu dis, puisque ce sont des gens qui, justement, comptent sur le syndicat parce que quand tu les vois, les copains, et que tu discutes avec eux, ils ont besoin du syndicat. A la limite, on est les grands frères ; ils n'ont pas dans la tête cet esprit de coordination et ces conneries-là. Ils ont besoin du grand frère, qu'est là et qui alimente le truc, tout simplement.
A. : C'est vrai qu'il y a un côté passivité. On ne peut pas rendre responsable la CGT ou quelque autre centrale syndicale.

M. : C'est ça le problème. Il faut trouver des mecs pour représenter les non-syndiqués, mais ils ne se bousculent pas.

J. : Les non-syndiqués plutôt que de prendre la parole et dire voilà ça serait bien si on faisait ceci, si on faisait cela, dans leur démarche ils venaient d'abord en parler aux potes qui gèrent. Ils ne prennent pas d'eux-mêmes l'initiative de dire : « On pourrait faire ça ». A Belliard, c'est comme ça.

S. : Ceci dit, on ne les bouscule pas pour qu'ils s'organisent.

A. : A une époque de désyndicalisation, ce qui fait encore la force des syndicats c'est qu'ils ont la structure et les moyens. Les syndicats peuvent encore gérer un conflit.

J. : Par ailleurs, il y a une sorte de coordination interprofessionnelle dans les faits qui est en train de se mettre en place.

S. : Mais toujours, si tu veux, dans un esprit de centrale syndicale. Elles

prennent le train en route, mais elles organisent parce qu'il n'y a personne en face qui veuille le faire. Les gars attendent du syndicat. Mais ils m'ont dit qu'ils nous avaient à l'œil, et qu'on avait intérêt à jouer serré dans cette grève, parce que c'est notre survie après qui se joue.

Les revendications

J. : Aujourd'hui, notre revendication c'est le retrait du plan Juppé. Et surtout la remise en cause de notre retraite. On réduit ça à ça, mais plus globalement il y a la remise en cause de notre statut à terme, comme c'est le cas pour les cheminots actuellement. Ici, c'est dans l'air du temps. Mais s'y ajoutent les ponctions diverses qui sont prévus sur les salaires.

S. : Ça, c'est la parole des machinistes, mais il n'y a pas que des machinistes dans la grève. Ce qui a motivé les gens, c'est de ne pas faire 2 ans de plus. Et la réforme de la Sécurité sociale. Les gars ont pris conscience que si on laisse toucher au régime général, les régimes particuliers seront un jour remis en cause. Il y a aussi le ras-le-bol des mesures qui ont été prises par Chirac et Juppé depuis 6 mois. Mais, il n'y a pas une remise en cause du système. Ça n'existe qu'à l'état marginal chez certaines personnes. Les gars n'ont pas conscience, à mon sens, que le plan Juppé c'est une crasse de plus mais ce n'est pas l'essentiel, il y en aura d'autres et il y en a eu avant. Enfin, c'est vrai que l'une des principales revendications, ce sont les 2 ans et demi de plus que les machinistes vont devoir faire pour aller jusqu'à la retraite. Mais si c'est ça qui ressort, c'est parce qu'il y a une très forte hiérarchisation dans la boîte. Les ouvriers spécialisés ont été longtemps les parias (maintenant, les OS ont leurs parias, ceux qui viennent de l'extérieur et qui balaient ce qu'on balayait avant). Et cette hiérarchie se ressent dans la grève.

J. : A la limite, personne ne se pose la question de savoir si les ouvriers travaillent ou pas. Et dans les assemblées générales, quand on fait l'état de la grève dans les autres dépôts, personne ne demande où en est la grève chez les ouvriers. Les machinistes se préoccupent plus de savoir si les cadres vont rentrer dans la grève que de savoir qu'il y a des ouvriers qui sont déjà en grève. Cela dit, les 2 ans et demi ça pose un vrai problème. Tu ne peux pas avoir un transport en commun avant 21 ans, ce qui veut dire que si tu veux une retraite pleine ça t'oblige à conduire jusqu'à 61 ans, et c'est impossible. Tu ne peux pas passer les visites médicales d'aptitude. Jusqu'à 50 ans, c'est une tous les 5 ans, après c'est une tous les 3 ans, puis tous les ans. Si, physiquement, tu n'es plus apte tu te fais jeter. Aujourd'hui, les 40 annulés, ça veut dire que tu ne pourras plus jamais aller jusqu'au bout de ta retraite, c'est physiquement impossible à cause des critères de sécurité.

S. : Il y a des gens qui pensent que l'on pourrait élargir les revendications en demandant la gratuité des transports pour les chômeurs et précaires. Mais ça reste très marginal, et ça n'est pas formulé.

Propos recueillis par L. (inorganisé) et V. (gr. Ubu - Paris) (suite au prochain numéro)

BREST

De l'électricité dans l'air



Le groupe « Les Temps nouveaux » de la Fédération anarchiste a interviewé, pour *le Monde libertaire*, l'un de ses sympathisants travaillant à EDF.

Question : Comment a débuté le mouvement de grève dans ta boîte ?

Vincent : Ça mijotait depuis un petit bout de temps vu les nombreuses réformes de structures, toujours prétexte à supprimer des emplois. Une grève d'une semaine avait déjà eu lieu en janvier, avec à la clef l'éjection du chef de centre. Vu les méthodes de notre nouveau directeur (1), un rien pouvait mettre le feu aux poudres. Le plan Juppé a donc fait l'effet d'un coup de tonnerre... à Brest (humour).

Question : Y a-t-il une différence entre le mouvement d'aujourd'hui et la grève de janvier ?

Vincent : Oui, en janvier, les revendications se limitaient aux conditions de travail et à l'emploi. Aujourd'hui, le ton est plus politique : les mots d'ordre sont dirigés non pas contre la direction locale mais vers le gouvernement Juppé/Chirac.

Question : Comment s'organise le mouvement ?

Vincent : Les décisions se prennent en assemblée générale tous les matins, quoi que bien souvent les idées viennent lors de discussions informelles. Mais il faut préciser que le bureau syndical CGT garde un certain contrôle de la situation (notamment quand il s'agit d'actions illégales). Il faut également dire que la CGT est le seul syndicat à agir dans le mouvement.

Question : Certaines actions ont été assez spectaculaires. Peux-tu nous en parler ?

Vincent : Oui, le coup du basculement en heure creuse lors du week-end des 2 et 3 décembre. Il a fallu un coup de force illégal sur un *dispatching* (2) pour contrôler les « émissions HC ». Cela afin d'offrir un week-end d'électricité à tarif réduit aux usagers.

Question : Et la direction, elle a pris ça comment ?

Vincent : Pas trop bien apparemment. Six collègues et moi-même avons été assignés en référé. Nous sommes donc passés en jugement dès le dimanche qui suivit l'action. C'est devant une salle bondée de salariés de différents secteurs que le verdict tomba : la direction de l'EDF est déboutée. Malgré la difficulté d'organiser la solidarité vu le peu de temps que nous avions devant nous, la population brestoise s'est bien mobilisée.

Question : En parlant de solidarité. Avez-vous des contacts avec d'autres grévistes ?

Vincent : Dès le début de notre mouvement de grève, nous sommes allés à la gare rejoindre les cheminots. Depuis, toutes les actions se font en interpro sur Brest. Nous avons d'ailleurs récemment créé une garderie autogérée par les grévistes.

Question : Une garderie ?

Vincent : Oui, on s'est aperçu que beaucoup de parents, notamment les femmes, avaient des difficultés pour participer activement au mouvement du fait de la garde de leurs enfants. On a donc trouvé cette solution.

Question : Pour conclure...

Vincent : Le mouvement n'est pas fini. Je pourrai vous parler aussi de notre dernière action. Nous avons bricolé les compteurs électriques de différentes associations humanitaires, afin de leur fournir l'électricité gratis. Avec pour slogan « SDF, on vous doit bien plus que la lumière ». La direction vient d'apprendre cela par... la radio. D'autre part, je pense pouvoir faire un article plus complet, pour le ML, après la fin de la grève. A suivre, donc !

(1) Il aurait en effet participé au cabinet « Ménage » de l'Élysée (vous savez la fameuse affaire des écoutes téléphoniques).

(2) Le passage en heure creuse se fait par une augmentation de la fréquence du courant pendant une courte durée qui commande le basculement heure creuse des compteurs électriques.

N.B. : groupe « Les Temps nouveaux » c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

HÔPITAUX

Le Téléthon de la contestation sociale

LE 10 OCTOBRE DERNIER, les travailleurs des hôpitaux avaient su se mobiliser, avec leurs collègues fonctionnaires, sur l'emploi, les salaires et les retraites. L'annonce du plan Juppé a accru leur mécontentement au point que des dizaines d'établissements hospitaliers (1) sont touchés par la grève.

En effet, ceux et celles qui travaillent dans le secteur sanitaire, public et privé non lucratif, ont de sérieuses raisons de réagir. Non seulement en tant qu'assurés sociaux et en tant que contribuables, ils seront touchés par le projet de réforme de la protection sociale (restriction dans les remboursements, augmentation de la CSG et du forfait hospitalier, instauration du RDS, imposition des allocations familiales...), mais en tant que salariés de la santé, ils vont se faire pressurer encore plus par une réforme modifiant le fonctionnement et le financement des hôpitaux. Et de surcroît, s'ils sont fonctionnaires (dans les hôpitaux mais aussi les maisons de retraite ou les établissements sociaux publics), ils devront travailler plus longtemps pour avoir droit à une retraite, révisée à la baisse.

Aussi, l'heure n'est plus aux journées d'action isolées et sans lendemain. L'idée de grève reconductible a fait son chemin depuis le début décembre dans bon nombre d'équipes hospitalières, encouragées par la forte détermination des grévistes des transports, notamment. Peu à peu, des assemblées générales décident la grève.

On est loin des mobilisations catégorielles du temps de la Coordination infirmières de 1988 et de celles qui ont suivi. Aujourd'hui, tous corps de métiers confondus, on s'organise. Au-delà du règlement statutaire, l'obligation « morale » vis-à-vis de la population accueillie prime : le service minimum auprès des malades sera assuré. Et ce n'est pas simple d'autant que depuis des années, chacun a l'impression de travailler en temps normal en service minimum tant les raisonnements en personnel ont été drastiques. A Toulouse, les assignations imposées par le directeur aboutissaient à un effectif plus important les jours de grève qu'en temps normal. Alors on réfléchit

collectivement par service aux moyens de faire réellement grève, le port du badge « je suis en grève » ne suffit pas : arrêt de travail d'une heure en tournant sur les services, consultations gratuites, cantine « offerte » au personnel par leurs collègues de cuisine, filtrage des admissions pour en réduire le nombre...

Et on invite les cheminots à venir parler de leur grève. La rencontre est souvent surprenante mais toujours chaleureuse. Les blouses blanches ont bien d'autres traditions et obligations que les cottes bleues. D'ailleurs, les cheminots ou les postiers sont les premiers à comprendre qu'il est plus facile — cela nécessite toutefois une bonne organisation — de bloquer des voies ferrées ou le courrier que d'arrêter des soins. Alors on discute, on explique, on tisse des liens de solidarité. Ça tiendra chaud au cœur pour le prochain piquet de grève.

L'effet coordination ne joue pas, cette fois. Bien que très peu implantés, la santé est bien en-dessous des moyennes nationales, ce sont les syndicats en unité d'action qui animent la grève : la CGT, le CRC, assez souvent FO, parfois la CFDT aussi, et la CNT à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Si tous n'ont pas la même stratégie, ils se retrouvent contre toute remise en cause des droits, bien maigres, des travailleurs et contre toute ponction supplémentaire. La défense de l'emploi dans le secteur public et le maintien du droit à la retraite après 37 annuités et demie de cotisations ou à 55 ans pour les soignants en service actif ne relève pas d'un campement stérile sur des privilèges. D'une part, il s'agit de maintenir et d'améliorer les conditions de travail et donc de soins et de relations aux malades en luttant contre l'embauche de CES et de précaires, le gel des effectifs, les non remplacements de congés maladie, formation ou de départs à la retraite, les suppressions de postes ou l'incitation au temps partiel non remplacé et en luttant pour des créations d'emplois afin de couvrir les besoins de la population : trop peu de moyens sont donnés au dépistage, à la prévention ou aux traitements de la douleur ou de certaines pathologies comme le sida. D'autre part, quand on a travaillé aux côtés de la maladie, de la souffrance et de la mort, en roulement sur les week-ends, voire sur le jour et la nuit, avec

des congés d'été donnés au compte-gouttes, où est le privilège de prendre sa retraite dûment cotisée ? Réduire le temps de travail, hebdomadaire et sur toute la carrière (2), apparaît aujourd'hui encore plus porteur de sens, quand on sait que 41% des chômeurs ne peuvent accéder aux soins du fait de la faiblesse du remboursement et que 7% de la population n'ont aucun moyen d'accès à la santé.

Le mécontentement s'est accumulé dans le secteur sanitaire depuis des années : la rigueur commença à la fin des années 70 avec Simone Veil pour la sécurité sociale puis Jacques Barrot pour les hôpitaux, et jamais ne cessa ensuite avec les gouvernements socialistes ou de droite. Aujourd'hui, il a de quoi s'amplifier et prendre forme : le Haut Conseil de la réforme hospitalière, présidé par Bernard Devulder, doyen de la faculté de Lille, vient de transmettre à Juppé un projet très inquiétant. Non seulement le taux d'augmentation des dépenses des hôpitaux reste fixé à 1,1% pour 1996, inférieur à celui qu'il faudrait pour honorer les salaires et le maintien des activités sanitaires existantes, mais le projet Devulder prévoit « de modifier de fond en comble le mode de financement des établissements en décentralisant les responsabilités et en réservant, par contrat, les moyens nouveaux aux services performants, les autres étant amenés à se reconstruire ou à disparaître. Il préconise un éclatement des centres hospitaliers universitaires (CHU) créés par la réforme Debré. La mobilité des personnels hospitaliers deviendrait la règle, tandis que les postes seraient gelés dans les structures en voie de reconversion » (3). Il s'agit là du passage du service public hospitalier par la prime à la performance, la compétitivité avec le privé, l'affectation à durée déterminée des fonctionnaires sur leur poste de travail...

Un vrai contrat de plan pour les hôpitaux donc, à l'image de ce qui est prévu pour la SNCF. A l'heure où la grève s'élargit dans la santé, qu'en sera-t-il du téléthon de la contestation sociale alors que les manœuvres s'engagent pour casser le mouvement ?

HÉLÈNE HERNANDEZ
(groupe Pierre-Besnard - Paris)

(1) Grèves touchant toutes les régions de France, hôpitaux généraux, universitaires, psychiatriques publics, et certains établissements hospitaliers privés non lucratif, mais à des degrés divers.
(2) Même certains patrons l'envisagent de peur d'une trop grande fracture sociale ! Comme Jacques Robin, un ancien interne des hôpitaux de Paris, et directeur de « Trans-versales science/culture », qui écrivait dans le Monde du 8 décembre que « c'est à 35, voire à 30 années qu'il eût fallu fixer la barre » d'accès à la retraite pour pouvoir redistribuer l'emploi au plus grand nombre.
(3) Réforme hospitalière : un plan audacieux entre les mains d'Alain Juppé, les Echos, 29 novembre 1995.

LE MOUVEMENT SOCIAL SUR INTERNET
Pour favoriser la communication directe entre les acteurs du mouvement social en cours, le réseau « No Pasaran » met en place un système de diffusion électronique des informations et des débats via INTERNET.
Adresse email : reflex@cybera.anet.fr
Site web consacré aux facts en lutte
No Pasaran fac en lutte
<http://www.anet.fr/~aris/NoPasaran.facs.html>

SCALP-Nantes

UNIVERSITÉ

GRENOBLE : LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER

La manifestation du 30 novembre à Grenoble est un démenti aux couvertures mensongères que font les médias des grèves salariées et étudiantes. Plus de 20 000 manifestants dans une ambiance de fête que même les provocations policières (Renseignements généraux au travail, « civils » épiant le cortège...) n'ont pu entamer, les visages ouverts et la détermination dans les poings, l'unité du mouvement était le mot d'ordre de cette journée. Même si le mouvement de contestation est parti des facts au mois d'octobre, il ne faut pas voir des revendications et des actions radicalement séparées : la première grosse manifestation du 22 a été propice à la mobilisation des lycéens et à la coopération salariés-étudiants.

A l'heure actuelle, la situation ici est loin d'être exceptionnelle. Comme partout, sur les universités flotte un parfum d'inquiétude et de grève, dans une mobilisation déterminée et structurée. En effet, même si le mouvement a tardé à atteindre le campus, la détermination est grande : réquisition et occupation de locaux, information permanente et grève dont les propositions d'actions et de revendications vont beaucoup plus loin que les réclamations nombrilistes habituelles. Ça n'est plus : « On veut des sous ! ». Les assemblées générales se déroulent avec la volonté de tous à viser plus loin que la simple obtention de crédits. Nous exigeons, entre autres : la titularisation de tous les travailleurs précaires ; la réquisition et la nationalisation de toutes les facultés privées ; l'égalité entre étudiants français et étudiants étrangers (une carte d'étudiant = une carte de séjour) ; l'établissement d'une loi de programmation budgétaire.

L'occupation réussie du Rectorat, le jeudi 30 novembre au matin, était le signe de notre mobilisation, allant au-delà des facultés puisque nous entretenons, par le biais de comités, des contacts permanents avec les syndicats de la SNCF, EDF... Etudiants et salariés : même combat contre le plan gouvernemental.

Pour ce qui est de nos camarades salariés, la grève se généralise puisque les transporteurs VFD sont en grève à 80% depuis le mercredi 29 (même si la direction affirme que ses cars roulent à 90%...), des salariés d'entreprises comme ELF, Neyryc, Caterpillar, Merlin-Gérin (groupe Schneider-Alsthom), Sintertech rallient la grève lancée par le secteur public.

Cependant, la situation commence à se tendre avec la Chambre de commerce et les groupements patronaux qui s'énervent dans le Dauphiné libéré : « Dirigeants grévistes, vous nous faites crever ». Tout cela inquiète d'une part le pouvoir, dont les policiers en uniforme ou en civil commencent à roder sur le campus, et d'autre part certains responsables syndicaux locaux (CGT), ayant entendu des rumeurs comme quoi le RPR ressortirait Pasqua de son SAC. De plus, les tracts de l'Union Inter-universitaire (UNI) (syndicat étudiant proche du RPR, voire de l'extrême droite), prennent une tournure de plus en plus agressive, en se faisant de plus en plus insultants. Les médias noient le poisson et ne mettent pas en avant la coordination salariés-étudiants, la confrontation n'en est que plus grande. L'ampleur de la contestation devrait inquiéter Juppé car, s'il ne retire pas son plan, comme l'a dit un représentant de SUD-PTT : « Nous irons à Paris tous ensemble pour le retirer nous mêmes ! »

Personne ne doit décider pour nous !

GRUPE JULES-VALLÈS et des camarades mécontents

POITIERS : LES ÉTUDIANTS DANS LE BAIN

En 1986, l'Université de Poitiers est une de celles qui impulsèrent le mouvement étudiant. En 1995, il aura fallu attendre le mardi 21 novembre pour voir une assemblée générale conséquente qui vote la grève sur des revendications de moyens et déborde sur une manifestation de 3 à 4 000 personnes. Les étudiants décident spontanément d'aller occuper la gare et les voies ferrées contre l'avis de l'UNEF-ID. A l'arrivée des CRS, les étudiants quittent les lieux sans incident.

Le mercredi 22 novembre, après un blocage des facultés le matin, vite interrompu par le même syndicat, les étudiants s'avèrent incapables de sortir un tract avant 11 h, alors que, dès 8 h, les libertaires avaient distribué le leur. Ces derniers, soutenus par l'UNEF (proche du PC), exigent dans une AG (la plus importante) l'élection d'un comité de grève. Ils seront tout d'abord incompris des étudiants, qui au début n'ont visiblement pas l'habitude de se prendre en charge, mais qui, néanmoins, deux semaines plus tard sont devenus très exigeants au sujet de leur représentativité. Le comité de grève existant est composé de délégués de chaque UFR. Il est renouvelé régulièrement. Les représentants désignés pour siéger à la coordination nationale ont des mandats impératifs.

Le 22, après une manifestation de 4 000 personnes, une AG en plein air réclame du fric, mais aussi la non discrimination envers les étudiants étrangers. 2 000 personnes tentent vainement d'occuper la faculté des Sciences humaines, après que le président, prévenu (?), ait fermé les grilles.

Du 23 au 30 novembre, les journées se répètent : AG par UFR le matin, AG générale le midi et action l'après-midi. Le 23 : 2 500 manifestants en centre-ville, 2 000 au Futuroscope. Le 24 : plusieurs milliers d'étudiants participent à une manif de 13 000 personnes. Le 28 : un concert a lieu devant 1 500 personnes, dans les amphithéâtres. Le 29 : un action est menée au péage de l'autoroute, avec passage gratuit pour les véhicules. Manif de nuit en plus. Le 30 : 10 000 personnes (étudiants et enseignants) manifestent après la rencontre Bayrou/coordination nationale. Poitiers continue la grève malgré les réticences de l'UNEF-hiDeuse. Les 6, 7 et 8 décembre, la faculté est pratiquement vide, les profs ayant voté, en majorité, pour la « fac morte ».

Les libertaires (FA, CNT, ATEA/LA) sont présents sur toutes les actions. Ils ont dû faire face à des calomnies diverses. Ainsi, des sympathisants de la CNT ont été accusés d'appartenir à l'UNI.

Le vendredi 8 décembre au matin, 1 500 à 2 000 étudiants ont occupé le Futuroscope et fait entrer gratuitement les visiteurs. Une AG était prévue le soir même, avec des étudiants, des salariés et des chômeurs et précaires. Les libertaires poitevins maintiendront le cap de la lutte jusqu'à satisfaction complète des revendications, et au-delà... pour un « autre futur ».

CYRILLE GALLION (gr. Berkman)

CONFLIT A LA POSTE

Les difficultés d'une grève au jour le jour

DANS LES NUMÉROS 1018 et 1019 du *Monde libertaire*, j'avais fait un très bref résumé de la situation à la Poste. Il y aurait encore beaucoup à dire mais l'évolution sociale des derniers jours fait que je ne m'attarderai plus sur ce sujet. De toute façon, chacun d'entre nous peut constater les dégâts que font dans notre vie quotidienne l'application des politiques basées sur le libéralisme économique. Et il faut bien dire que jusqu'à présent, les principales confédérations syndicales n'ont pas su, pas pu ou pas voulu contrer les successives offensives perpétrées contre les maigres acquis que nos parents et grand-parents avaient pu obtenir... Il semble toutefois que les salariés se réveillent !

Ce qui se passe à la Poste

Suite à la grève de la Fonction publique du 10 octobre dernier, puis du 24 novembre, une poignée de centres de tri sont partis en grève reconductible, les 27 et 28 novembre, sans préavis, à la suite d'une visite de cheminots, grévistes eux depuis la fin de la semaine précédente.

Le mouvement s'est étendu très rapidement à d'autres centres, tant est si bien que, le samedi 2 décembre, nous nous retrouvons avec 80 centres de tri en grève. Les bureaux de Poste, après des assemblées générales du personnel, rentrent dans le mouvement les uns après les autres, ainsi que les centres financiers (CCP et CNE).

Il faut dire que les directions sont aussi pour quelque chose dans l'extension du conflit. Ainsi, la directrice de la délégation Nord a fait distribuer, dès le 29 novembre, à tous les postiers dépendant de sa délégation (Seine-Maritime, Eure, Nord, Somme...), le communiqué suivant : « Une partie du personnel de 3 centres de traitement du courrier de la Délégation, comme quelques autres centres et services au niveau national, ont cessé le travail pour apporter leur soutien à un conflit social affectant une autre entreprise publique et ne concernant en rien les postiers. Cette grève, qui aura des conséquences financières graves à la fois pour la Poste et les postiers, est préjudiciable à l'entreprise de deux façons : ces arrêts de travail affectent brutalement la qualité des services à nos clients particuliers et professionnels, sans que nous ayons pu les en informer au préalable et sans qu'ils en comprennent les motifs. Cela nuit considérablement aux efforts de tous les postiers faits pour maintenir nos parts de marché dans les secteurs de la messagerie et du courrier sur lesquels la concurrence est très vive. Ne nous y trompons pas, ce mouvement sert d'abord nos concurrents, parmi lesquels figurent d'ailleurs des filiales de l'entreprise avec laquelle les agents de la Poste en grève se disent solidaires. Dès hier, une action commerciale de ces filiales a été remarquée... »

Et tout en distribuant ce communiqué, on annonçait à chaque agent que toute participation à une éventuelle assemblée générale, ne

serait-ce qu'une minute, sur le temps de travail, se traduirait par une retenue d'un trentième sur le salaire.

Parallèlement à cette tentative d'intimidation et à mesure que la grève s'étend, des centres de tri parallèles sont mis en place. Le personnel de ces centres sont recrutés dans les ANPE.

Des huissiers sont également envoyés dans les centres en grève pour voir et constater les éventuelles entraves faites au personnel non-gréviste.

Enfin, il est très difficile de mettre en place une gratuité du courrier, car les directeurs envoient immédiatement les auteurs de ces initiatives devant les tribunaux.

Il n'est donc pas toujours évident de pratiquer l'action directe. Dans ce genre de conflit, tout est question du niveau de réponse du personnel. La division syndicale n'arrange pas les choses. Même si localement l'unité peut se faire, les structures ne suivent pas toujours (comme par exemple la CGT-Télécom Ile-de-France qui veut faire cavalier seul).

Malgré tout, si le conflit s'étend à d'autres secteurs comme les dernières informations semblent le présager, il va falloir élaborer très rapidement et le plus largement possible des revendications communes axées non seulement sur la défense des acquis existants, mais aussi pour l'obtention de nouveaux acquis sociaux. En attendant mieux !

A suivre...

CHRISTIAN

VAL-D'OISE

Le fonctionnement de la Poste en temps de grève

Le syndicat départemental CNT-PTT 95 nous informe des mesures prises par la Direction départementale dans les bureaux de Poste du Val-d'Oise afin de contrer la paralysie du centre de tri de Pontoise, occupé par les grévistes depuis mercredi 29 novembre au soir.

Les chronoposts, produits de luxe, sont dirigés vers l'agence Chronopost de Saint-Ouen. Aucune perturbation.

Les colossimos (paquets urgents) sont dirigés sur la Direction des Postes de Cergy (au troisième sous-sol... pour mieux être enterrés ?) où un tri maison est organisé avec des précaires et des postiers volontaires... pour briser la grève.

Le courrier cedexé, celui des entreprises, est dirigé sur certains bureaux fidèles au directeur départemental (les receveurs y ont été nommés généralement par M. Senez lui-même) où un tri est organisé de la même manière qu'à la Direction. Des collègues précaires, réquisitionnés

pour l'occasion, nous informent avoir trié le courrier aux côtés de receveurs zélés.

Le courrier des ménages (des particuliers, des usagers), votre courrier reste dans les bureaux. On vous fera croire que ce courrier est séquestré par les Postiers, à l'encontre du service public ! Ceci est inacceptable.

Nous tenons toutefois à rassurer le usager du service public lésés par ce système inégalitaire : la situation a changé. Le courrier des entreprises reste lui aussi dans les bureaux de Poste, dont certains sont désormais fermés et occupés.

En outre, notre syndicat se réjouit de l'entrée des agents France-Télécom du Val-d'Oise dans la grève générale.

CNT-PTT 95

N.B. : Syndicat CNT-PTT 95, Maison des Syndicats, 6, rue de la Chapelle, BP 118, 95316 Saint-Ouen-L'Aumône/Cergy-Pontoise cedex. Tél. : 34.64.02.73.

METZ : DES RAILS DANS LA RUE

Dans un froid glacial, juste réchauffés par les feux de Bengale, les slogans anti-gouvernementaux et cette solidarité qui fait bouger ceux qui en ont marre de faire encore et toujours les frais de la crise, quelque 6 à 8 000 personnes ont défilé le mardi 5 décembre dans les rues de Metz (Moselle) pour protester contre la politique anti-sociale de Chirac et Juppé. Ceux du service public, bien sûr, les cheminots, les postiers, les profs et les instits, les gaziers, les personnels d'EDF, de France-Télécom et des hôpitaux, les douaniers, les employés de mairie, mais également des salariés du privé, les métallos de Sollac ou de Sacilor, des ouvriers de Citroën, des employés de chez Kodak ou les chauffeurs de bus de Metz, sans oublier la présence d'une poignée d'étudiants messins.

Les manifestants ont sillonné pendant une heure et demie les rues de la ville avant de se disperser, des assemblées générales devant se réunir dans l'après-midi pour décider des suites des actions. En milieu de manifestation, les cheminots mosellans ont posé un tronçon de rail à un des carrefours stratégiques du centre-ville.

Dans les discussions du cœur de la manif, on pouvait noter l'extrême détermination des participants. Derrière les inquiétudes sur l'avenir du service public ou des régimes de retraites, c'est bien une société inégalitaire où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres qui est remise en question. A Metz comme ailleurs...

PASCAL DIDIER

MONTPELLIER : GUEULER NE SUFFIT PAS, IL FAUT FRAPPER...

Le 5 décembre — Dans la continuité de la manif qui regroupe environ 25 000 étudiants, salariés, sans emploi, plusieurs milliers de personnes se sont groupées devant la préfecture, soigneusement évitée par le cortège organisé par les syndicats « représentatifs ».

Le jeudi précédent, les CRS, avec le concours de provocateurs infiltrés dans la manifestation, avaient brutalement répondu au siège de la préfecture.

La solidarité entre salariés, étudiants et chômeurs, qui voit le jour depuis le début de ce mouvement social, est révélatrice d'une prise de conscience que les solutions ne peuvent être que générales. Par contre, elle reste très formelle et ne se traduit pas toujours en actes : rares étaient les personnes de plus de 30 ans qui ont participé au début d'émeute qui a secoué la ville pendant quatre heures.

La riposte des CRS (grenades lacrymogènes, offensives et patrouilles de flics en civil s'abattant sur les manifestants isolés) a décuplé la rage. Si quelques actes de violence gratuite sont à déplorer, il y eut aussi des cibles bien pensées : banques, Mc Donald...

Le 7 décembre — La manifestation est encore plus imposante. Une fois encore des affrontements ont lieu. Quelques personnes ont été arrêtées. Magasins fermés, éclairage public éteint, ville morte, Forces répressives omniprésentes... impression d'état de siège.

Cette explosion de colère ne peut que faire plaisir à des anarchistes. Reste que gueuler, même fort, ne suffit pas. Il faut frapper les points sensibles si nous voulons vraiment changer la société, et pas simplement ceux qui la dirigent. Il faut mettre en place des moyens d'organisation qui court-circuitent les centres de pouvoir, développer des actions de gratuité (transports et autres services publics). Il ne faut pas simplement s'affronter au pouvoir et à ses flics, mais leur tourner résolument le dos pour nous organiser nous-mêmes.

Dans cette période, que beaucoup qualifient de critique, les anarchistes ont un rôle considérable à jouer. Nous avons dans nos têtes, dans nos pratiques, les outils pour construire une organisation sociale qui réponde aux aspirations fondamentales de chacun, la liberté et l'égalité.

BOB (liaison de Lunel)

NANTES-LA-COLÈRE

Depuis un mois, Nantes vit au rythme des manifestations. Tout d'abord, celles des étudiants et lycéens en colère contre leurs conditions d'études, mais également, grâce au travail accompli par les membres du réseau « No Pasaran », contre le capitalisme et les lois racistes et sécuritaires. Les grévistes sont pour une bonne part sur un autre discours, institutionnel, qui n'aspire qu'à « plus de sous, de gommes et de crayons » et multiplient les débats sur l'université et la société, le travail, la militarisation de la société et cette Europe de la déréglementation générale. Le discours anti-autoritaire y est accueilli avec sympathie et intérêt (notons la parution d'un canard appelé *la Rage* (c/o *Le Local*, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes).

Côté syndicats, la CFDT, majoritaire ici, a le cul entre deux chaises : sa direction ménage la chèvre et le chou, tandis que certains sections d'entreprise en lutte montre leur opposition en collant le sigle CFDT à... l'envers ! Les manifestations, quant à elles, malgré le mauvais temps, rassemblent entre 25 et 30 000 personnes à chaque fois, pour beaucoup du secteur public (SNCF, PTT, Télécom, EDF-GDF...).

Mais ce que retiennent les médias, ce sont bien sûr les violences qui suivent en soirée les grands défilés revendicatifs. Une violence de plus en plus forte qui mobilisent pour beaucoup des mineurs. Pour l'heure, on compte plus d'une vingtaine d'arrestations, quelques « comparutions immédiates » et d'autres différées en janvier.

Pour *Presse-Océan*, les « casseurs » sont évidemment manipulés. Dans son édition du 7 décembre, *Presse-Océan* s'ordonne s'en prend aux « groupuscules d'extrême gauche ou anarchistes », qu'il accuse d'être à l'origine des premiers affrontements lors des luttes anti-CIP. Habituel bla-bla (il parle même de la CNT, qui n'a jamais existé sur Nantes !), qui cherche à faire peur et prépare le terrain à de possibles arrestations préventives pour les prochaines manifestations.

PATSY (groupe Milly-Witkop)

HAÏTI

« Normalisation » à l'américaine »

Le 17 décembre 1995 devrait se dérouler l'élection présidentielle. Elle représente l'aboutissement du « processus démocratique » déclenché depuis la reprise en main du pays par les Etats-Unis.

EN DÉCEMBRE 1990, B. Aristide était élu président. A peine un an après, le général Cédras organisait un coup d'Etat et prenait le pouvoir. En septembre 1994, les marines débarquaient à Port-au-Prince, avec l'autorisation de l'ONU.

Les responsables de la junte négocierent leur départ, après avoir pillé le pays et commandité l'assassinat de quelque 3 à 5 000 personnes. Pour le président Clinton, cet événement était « une victoire pour la liberté à travers le monde », tandis qu'une revue américaine, *The Nation*, révélait que la CIA finançait le principal mouvement néo-duvaliériste (le FRAPH), qui éliminait les partisans du président déchu...

Face à cette situation, l'Assemblée nationale populaire fit savoir qu'elle n'entendait « pas servir de pion des impérialistes américains qui sont venus occuper notre pays. Nous avons toujours été partisans du retour d'Aristide, mais nous n'avons jamais voulu qu'il revienne avec une force d'occupation. [...] Il doit exécuter les plans de la Banque mondiale et du FMI et ceux-ci nuisent aux intérêts de tous les peuples, partout dans le monde. La bourgeoisie autour d'Aristide n'a jamais voulu

mobiliser le peuple pour lutter et chasser les macoutes et les criminels. Elle était pieds et mains liés face à l'impérialisme américain. Elle a donc préféré compter sur l'impérialisme américain plutôt que sur le peuple haïtien pour ramener le président.

Il est vrai que B. Aristide a toujours privilégié la diplomatie pour permettre son retour. En remettant en place un président très populaire mais sans grande marge de manœuvre, l'objectif était d'empêcher les débordements populaires, comme cela se produisit lors de la fuite du dictateur Duvalier en 1986. Et il s'est tout à fait prêté à ce jeu en condamnant les violences, les pillages et en prônant la « réconciliation nationale ».

« Moderniser » le pays...

Les élections municipales et législatives furent la seconde étape de la normalisation « politique ». Comme il fallait s'y attendre, le courant favorable au président, l'organisation populaire Lavalas, remporta la grande majorité des sièges lors des scrutins successifs. Marquées par une forte abstention, elles furent contestées par les sociaux-démocrates et la droite néo-duvaliériste. Dès le 19 avril 1995, le journal *Haïti Progrès* affirmait : « Il faut en finir avec ce mythe de Lavalas qui défendrait les intérêts du peuple haïtien par opposition au macoutisme et à l'impérialisme. [...] La seule vocation du mouvement Lavalas est de faciliter la mise en place du plan américain, présenté sous le nouvel emballage du "nouvel ordre mondial". Mais c'est exactement la même

marchandise que les Etats-Unis voulaient nous vendre en 1990 avec Bazin (1). La différence, c'est qu'il peuvent le faire plus aisément en utilisant Aristide. Otage consentant de l'impérialisme, ce dernier sert à la bourgeoisie de faux symbole pour tromper le peuple, pour l'associer à une institutionnalisation du plan américain de concert avec les macoutes.

En août 1995, le premier ministre S. Michel annonçait un plan de privatisation, condition pour la poursuite de l'aide internationale. Mais en octobre, bloqué par les partisans du président, il démissionna. D'ailleurs, les Etats-Unis ont d'ores et déjà gelé un crédit de 4,5 millions de dollars pour « inciter le gouvernement haïtien à respecter ses engagements envers la communauté internationale ». Rappelons que le 26 août 1994, des représentants de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque interaméricaine de développement et de l'USAID (agence américaine pour l'aide internationale) et B. Aristide se réunissaient à Paris pour définir une « stratégie pour la restructuration sociale et économique ». En échange d'une aide financière, il s'engageait à privatiser les entreprises nationalisées, supprimer les quotas d'importation (c'est-à-dire faire disparaître la production locale de riz, par exemple) et à maintenir les bas salaires à leur niveau du moment (2).

A l'heure de la mise en œuvre de ces réformes, les manifestations populaires se multiplient. Le président se retrouve écartelé entre la pression populaire et les promesses faites aux instances internationales. Ce qui explique sa position ambiguë face aux privatisations qu'il avait lui-même négocié ! Début novembre, l'assassinat d'un membre de la majorité présidentielle a déclenché des émeutes dans de nombreuses villes. La tension monte...

La stratégie du Pentagone

Une nouvelle fois, l'intervention militaire de septembre 1994 a démontré la volonté de Washington de garantir ses intérêts stratégiques et économiques dans cette région du globe. Elle avait pour objectif de mettre ce pays sous tutelle directe afin d'instaurer une « démocratie » répondant mieux aux normes internationales

communément admises. La Maison Blanche a ainsi financé et supervisé les élections, a démantelé l'ancienne armée trop compromise avec l'ancien régime et a créé un corps de police. Reste à intégrer définitivement Haïti dans le monde économique nord-américain pour répondre aux exigences de la division du travail et du libre-échange.

Depuis des décennies, la politique extérieure des Etats-Unis demeure fidèle à elle-même. Seuls les moyens mis en œuvre ont évolué. L'époque où Washington soutenait les dictatures les plus sanglantes semble révolue. Les temps changent. L'heure est à la soft politique et à la « guerre propre ». Et ce, avec le soutien de l'ONU. Après s'être débarrassé des « abcès » au Salvador (où la guérilla a abandonné la lutte armée pour s'intégrer au jeu politique) et au Nicaragua (où le FSLN a accepté sa défaite électorale et finit de se décomposer), le Pentagone a expulsé le dictateur Noriega du Panama. Le gouvernement du Guatemala, quant à lui, maîtrise la situation face à la guérilla. Il fallait donc éviter que ne s'ouvrent de nouveaux fronts (les événements du Chiapas suffissent). Alors pourquoi ne pas intervenir militairement pour mettre fin à l'instabilité persistante depuis la chute de Duvalier avant que le peuple ne se soulève ? Ce qu'il aurait fait tôt ou tard pour se débarrasser de la junte. N'oublions pas que l'intervention au Panama, en décembre 1989, avait également pour but de « rétablir la démocratie »... Aujourd'hui, il s'agit de « normaliser » les régimes politiques après avoir neutralisé les

mouvements d'opposition armée.

La prochaine élection présidentielle ne réglera rien. B. Aristide n'a pas pu se représenter une seconde fois, la Maison Blanche ayant refusé de déduire de son mandat les trois années passées en exil. Toutefois, il a laissé planer le doute quant à ses intentions de rester au gouvernement. Cette éventualité aurait contrarié quelque peu les plan nord-américains. Mais qu'importe, dès le 12 octobre, le président américain déclarait que les Nations unies resteraient dans ce pays jusqu'à ce que « la démocratie triomphe »...

JEAN-CLAUDE PASCAL

(1) Lors de l'élection présidentielle de 1990, M. Bazin, ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, fut battu par B. Aristide, qui remporta 67% des voix.

(2) Ce qui n'a rien de nouveau. Dans son ouvrage *L'an 501*, la conquête continue, N. Chomsky écrit : « Une stratégie de développement fut lancée en 1981-1982 par la USAID et la Banque mondiale : elle était fondée sur les usines de montage et les exportations agro-alimentaires. Elle eut pour conséquence d'affecter aux récoltes d'exportation 30% des terres cultivées à des fins de consommation locale. Les USAID prévoyaient un changement historique vers une interdépendance plus profonde du marché avec les Etats-Unis dans ce nouveau "Taiwan des Caraïbes". En 1985, un rapport de la Banque mondiale intitulé *Haïti : propositions pour une politique de croissance, continuait à développer les idées habituelles : nécessité d'une stratégie de développement orientée vers l'exportation et "limitation sensible de la consommation intérieure", afin de transférer vers les exportations la part nécessaire de l'augmentation de la production* ».

DIJON : CHRONIQUE D'UNE LUTTE NON-AVORTÉE

La cour d'appel de Dijon a rendu, jeudi 30 novembre, le délibéré du procès en appel du commando anti-IVG qui avait sévi à Chalon-sur-Saône en avril dernier.

Si les peines (4 mois avec sursis et 4 000 F d'amende pour chacun des huit membres) ont été confirmées, le plus important a été de voir que nous étions aussi nombreux devant le tribunal, à protester contre le retour de l'ordre moral, que pendant le procès, le 26 octobre dernier. De plus, il n'y avait aucun intégriste en face de nous (ils ne sont pas venus soutenir leurs comparses, cette fois-ci), et ils ne se sont même pas rendus à la conférence de presse qu'ils avaient eux-mêmes organisée. Ont-ils eu peur des 200 à 250 personnes qui scandaient « Ni dieu, ni maître, ni ordre moral ! » Le rapport de forces était donc de notre côté. On peut également remarquer que le slogan « Soyons fermes, prison ferme », qui était très présent le jour du procès, a été remplacé par d'autres plus libertaires et par des autocollants de la FA : « Liberté à corps et à cris ».

Ce rassemblement a donc été positif, mais il ne faut pas oublier qu'un autre commando est passé au tribunal la veille, à Mâcon, et que la lutte doit continuer.

BÉRANGÈRE (sympathisante FA - Dijon)

Exposition AB IRATO
Stéphane Goarnisson
Barthélémy Schwartz
Césario Rachador
Reinaldo
jusqu'au 16 décembre
à la librairie
du Monde Libéraire
145, rue Amelot
75011 Paris

A nos abonnés

En raison des grèves dans les centres de tri PTT, le Monde libertaire ne parvient plus à nos abonnés. Que ceux-ci se rassurent, l'administration ML conserve précieusement sous bande les numéros de notre hebdomadaire publiés durant cette période de conflit social. A la reprise du travail, ces ML vous seront normalement expédiés. S'il est donc à subir du retard à la livraison, en aucun cas les numéros bloqués ne seront perdus. L'administrateur ML

CFDT

« Dis au revoir à la dame !... »

Un « scandale » ? Sûrement pas ! L'approbation par Nicole Notat du « plan Juppé » confirme la conversion cédétiste, observable depuis des années, aux schèmes de l'ultra-libéralisme, tant économique que politique.

« Un moment d'anthologie » : Daniel Walter, métallo haut-rhinois, ne dissimula pas sa jubilation en voyant dans la petite lucarne les images de la « *tsarine* », chassée le 24 novembre de la manifestation parisienne, courcée jusqu'à la Safrane de fonction avec chauffeur (prime de risque et retraite à 45 ans pour une profession de plus en plus

exposée !...) par des militant(e)s excédé(e)s. Une première dans l'histoire, pourtant relativement chaotique, du syndicalisme français. Le couvercle de la marmite en ébullition saute enfin...

Un rappel de quelques couluevres que la base avala jusqu'ici sans trop rechigner. Au printemps 1983, Edmond Maire, jadis partisan du « *socialisme autogestionnaire* », précéda Pierre Mauroy, chef du gouvernement, dans l'annonce d'un plan de rigueur draconien, après que Jacques Delors, ministre de l'Economie, eut décrété « *la pause des réformes* » (1). Fin 1990, Jean Kaspar (1), qui succéda le 24 novembre 1988 au fumeur de pipe, fit voter par le bureau national une résolution avalisant l'engagement de la France aux côtés des troupes « *du droit contre la force* », lancées en janvier-février 1991 dans « *la tempête du désert* » face aux bataillons de Saddam Hussein. La CFDT enterra rapidement aussi

quelques études sur la reconversion de l'industrie d'armement et s'abstint de dénoncer l'immonde commerce auquel ses meurtrières productions donnent lieu tous azimuts. Les pontes du boulevard de La Villette désapprouvent du bout des lèvres les essais atomiques chirakiens dans le Pacifique sud, mais réaffirment leur pleine adhésion à la doctrine de la dissuasion ; la CFDT ne s'était-elle pas impliquée un temps dans le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE), un mouvement de paix indépendant, créé en novembre 1981 à l'image de ceux existant outre-Rhin, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne... ainsi qu'en RDA ou en Tchécoslovaquie ?

Le directeur refusa de s'associer aux rassemblements du 25 novembre 1995 en faveur des « droits des femmes et contre la remontée de l'ordre moral », craignant des débordements verbaux hostiles au gouvernement et au pape (sic). Des milliers de militant(e)s et d'adhérent(e)s, bravant les oukases de la maréchaie, y participèrent avec enthousiasme... Le staff cédétiste s'avère militariste en matière de politique étrangère et de défense, rétrograde sur le plan des mœurs et crypto-conservateur quant aux orientations socio-économiques !

Laurent Martin discerne dans « *les tensions internes à la CFDT* » une esquisse de « *recomposition à gauche de la gauche* » (2) ; dans l'immédiat, les apparatchiks au sommet de la pyramide s'échinent à ancrer la plus importante organisation de travailleurs (3)... à droite du centre-gauche !... Enjeu : la place d'interlocuteurs privilégiés du patronat et de Matignon. Au printemps dernier, la CFDT, actionnaire principal (mais non majoritaire) des éditions Syros, fit procéder à leur absorption par La Découverte, créant la holding DSA (Découverte, Syros, Atelier) où elle conserve la haute main. Mise au pas d'une maison qui publia des ouvrages très critiques, aux antipodes du veule consensus auquel tendent les bureaucrates parisiens. Comme la BNP ne désire plus banquer, d'autre bailleurs de fonds ont été sollicités, entre autres la MACIF (oui !), Gallimard, Lucien Neuschwander, le repreneur de LIP... Si le 15 décembre, les 9 millions requis n'ont pas été réunis, la DSA déposera son bilan.

Dans un supplément spécial « *Sécu, maintenir la pression pour la rénover* » du 23 novembre 1995, Nicole Notat osa affirmer : « *Nous devons faire face pour ne pas abandonner les plus démunis d'entre nous à la spirale de l'exclusion* », insistant sur le slogan « *Le parti pris de la solidarité* ». Croit-elle s'adresser à des amnésiques ? La présidente de l'UNEDIC inspira des mesures parmi les plus antisociales arrêtées ces dernières années, par exemple la dégressivité des allocations-chômage, en clair une baisse de 17% tous les 122 jours. La CFDT porte une grave responsabilité dans l'extension de la misère et de la précarité. Le 24 octobre 1995, l'Union régionale Alsace organisa à Strasbourg un colloque sur l'extrême droite : « *Comprendre pour agir* ». Quelque 400 personnes furent conviées à écouter, sans aucune

possibilité d'intervention au micro, la bonne parole « *antiraciste* » dispensée ex cathera par diverses personnalités, telles que Catherine Trautmann, maire de la capitale européenne. La numéro un cédétiste conclut la journée : « *Le Front national s'infiltré là où la société fait mal* ». Les dispositions sclérotées qu'elle-même et les sien(ne)s cautionnent ne contribuent-elles pas à la prospérité de la formation lepéniste ?

Que d'autres « moutons noirs », à l'instar des SUDistes (4), transhumant vers des alpages à l'air moins vicié ! Beaucoup de délégué(e)s affichent leurs désaccords fondamentaux avec la Confédération. Des contestataires du Nord/Pas-de-Calais ont récemment expédié sur Paris un kilo et demi de cartes déchirées. Le 5 décembre à Mulhouse, Jean-Paul Gutfreund, président de l'Union régionale interprofessionnelle, a dû affronter une salle pleine à craquer et chauffée à blanc...

Dans *Charlie Hebdo* du 22 novembre 1995, Philippe Val clame son exécration de cette « *France obscène de notables collés au pouvoir comme moules au rocher, tremblant d'être emportés dans la tempête que leurs trahisons déclenchent* ». Notat et ses sbires incarnent, eux aussi, cet « *Hexagone* »-là...

RENÉ HAMM

- (1) Il exerce auprès de l'ambassadeur de France à Washington les fonctions de ministre plénipotentiaire (mazzette !) chargé des questions sociales.
- (2) *Le Monde libertaire* n° 1019 du 30 novembre 1995.
- (3) Avec 617 000 membres, selon le quotidien *Frankfurter Rundschau* du 5 décembre 1995.
- (4) Solidaires, Unitaires, Démocratiques, fondé début 1989 (7 500 adhérents aujourd'hui), fit un tabac lors du scrutin du 24 octobre pour le renouvellement des représentants des salariés dans les conseils d'administration à la Poste et à France-Télécom.

Associations

FARÉBERSVILLER (57) : SOIRÉE DE SOUTIEN AUX AMÉRINDIENS

Dans le cadre d'une tournée organisée par la revue *Nitassinan*, Bobby Castillo, militant de l'American Indian Movement, animera une conférence au :

- centre Rabelais, dans la grande salle, à Farébersviller, le vendredi 15 décembre, à 20 h 30 ;
- à la Maison Culture-Frontière de Freyming-Merlebach, dans la salle Panorama, le samedi 16 décembre, à 14 h ;
- à la Maison des Associations de Saint-Avold, dans la salle commune, le samedi 16 décembre, à 20 h ;

— à l'Auditorium du Casino de Sarreguemine, le lundi 18 décembre, à 20 h 30.

FREYMING-MERLEBACH/SAINT-AVOLD : RENCONTRES SUR « LES DROITS DE L'HOMME »

Bernard Nihotte (groupe Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin) organise, les 16 et 17 décembre, des rencontres sur le thème : « *Les droits de l'Homme* », avec le concours d'Amnesty International, de la LDH, du MRAP, du syndicat CNT de Moselle... Expositions, de tables de presse, de tables rondes et de projections seront au programme.

• Samedi 16 décembre, 10 h - 23 h : Maison des associations de Saint-Avold ;

• Dimanche 17 décembre, 10 h - 18 h : Maison des associations de Freyming-Merlebach.

PARIS : PROCÈS DE LA SOLIDARITÉ

Le Comité de soutien aux inculpés du droit d'asile vous convie au rassemblement qui aura lieu le mercredi 20 décembre, à 9 h, devant le Palais de justice de Paris, à l'occasion du verdict du « *procès de la solidarité* ». CES c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13.

PARIS Initiatives diverses et soutien aux grévistes dans le 18^e

Assemblées générales interprofessionnelles de grévistes, diffusion de tracts soutenant leurs revendications, meeting... voici quelques unes des initiatives prises dans le 18^e.

Par ailleurs, à l'initiative de la Fédération anarchiste, le collectif de vigilance et de solidarité du quartier (téléphone : 42.54.01.01) a réuni une assemblée « *extraordinaire* » comprenant des représentants de tous les secteurs en grève : SNCF, RATP, enseignement, PTT, impôts et les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, SUD, FSU, CNT.

Ce collectif n'a pas pour rôle de se substituer aux décisions, aux structures mises en place par les grévistes, mais de populariser au plan local leurs revendications. Par exemple, s'occuper sérieusement d'un collectif « *usagers anti-grévistes* » si le RPR local décidait de le créer.

Un premier meeting public s'est tenu le lundi 4 décembre au soir. Enfin et surtout, un appel a été lancé pour un rassemblement, le 12 décembre, devant la mairie du 18^e.

GROUPE LOUISE-MICHEL

La grève de tous les dangers

A un journaliste qui lui demandait, à l'issue d'une manifestation, s'il décidait de la poursuite de la grève, Louis Viannet, saisi devant les caméras par le démon de la démocratie directe, répondait qu'aucune directive ne serait lancée du sommet et qu'il revenait aux intéressés, sur les lieux de travail, d'en décider en assemblées générales souveraines.

Plus « *basiste* » que jamais, « *Loulou* » en rajoutait même une louche, affirmant que le gouvernement ferait bien de tenir compte de cet aspect nouveau et dangereux de l'actuelle contestation ouvrière, déterminée à se passer des habituelles consignes venues d'en haut qui ressemblent à des ordres.

Cette soudaine et passagère conversion à un syndicalisme de base ne doit bien sûr pas faire illusion. Parce que la réalité reste tout autre, d'abord, et que les tractations en coulisses demeurent aujourd'hui encore le prélude aux habituelles trahisons des directions syndicales. Et s'il est vrai, ensuite, que les gouvernants ont tout à craindre d'un syndicalisme véritable, débarrassé de toute tutelle, il est plus encore évident d'imaginer les frayeurs qu'il inspire au sommet des confédérations où trônent d'inutiles légions de parasites.

FLORÉAL

Pour en finir avec l'exploitation : abolition du travail !

LE TRAVAIL PRODUCTIF est une forme spécifique du travail imposé par le capital. Dans son évolution historique, le capitalisme a progressivement conquis l'espace de la planète, laminé, absorbé, tout travail qui n'est pas productif de profit ; il tend à détruire toute forme de travail qui ne se soumet pas à ses lois, notamment dans les sociétés traditionnelles. Le capital transforme le mode de travail, et tout travail qui lui est soumis devient productif (de profit). Le travail productif est donc un travail qui produit des marchandises, qui produit de la plus-value, et qui reproduit le rapport de production capitaliste, c'est-à-dire qui accroît le capital. C'est un phénomène en expansion.

La multiplication des couches sociales qui se situent en marge du travail productif lui-même rendent de plus en plus difficile d'appliquer à la société les critères simples qui ont été élaborés il y a un siècle par les premiers théoriciens du socialisme. Des strates sociales, dont le rôle n'est pas très défini, rendent opaque l'observation en termes de classes et surdétermine le rôle de l'idéologie. Bien des catégories de salariés, dont les revenus sont modestes, refuseront de s'identifier aux valeurs de la classe ouvrière, car elles auront l'impression de déchoir.

Les notions mêmes de production et de travail productif doivent être redéfinies. On peut en effet considérer qu'il y a un secteur de production de marchandises immatérielles, marchandises qui disparaissent à peine produites : les services, et qui

occupent aujourd'hui une place prépondérante. Culture, loisirs, spectacles, voyages, sont des domaines « marchandises », dans lesquels on offre aux clients des « produits ».

Aujourd'hui, la consommation de ces « produits » n'est pas le seul fait de la classe dominante, comme ce pouvait être le cas de la consommation de luxe pour la classe dominante au siècle dernier. Il s'agit de « produits » de masse, accessibles à un grand nombre de personnes. Il n'y a plus dans les pays industrialisés une classe ouvrière qui consomme le minimum nécessaire à la stricte reproduction de sa force de travail, et une bourgeoisie qui s'approprie la quasi-totalité de la richesse produite et se gorge de consommation de valeur d'usage. Alors qu'au XIX^e siècle les exclus de la consommation étaient les prolétaires, précisément ceux qui produisaient les biens que d'autres consommaient, aujourd'hui les exclus de la consommation, de plus en plus nombreux, n'ont même plus l'honneur de produire les biens dont ils sont privés.

La course à la productivité qui provoque l'intensification de la concurrence, augmente le rythme d'obsolescence des équipements, donc le besoin de crédits. La rapidité considérable des processus d'innovation est un des éléments de la course à la productivité du capital qui empêche les entreprises d'amortir les nouveaux procédés et d'optimiser l'accumulation des profits. En d'autres termes, bien avant qu'une masse optimale de profits ait pu être

réalisée avec un produit, d'énormes investissements sont nécessaires pour mettre en chantier un nouveau produit qui remplacera l'ancien. La rapidité de l'évolution technologique est un frein à la réalisation optimale de profits.

L'argent du « social » constitue aujourd'hui une énorme source d'accumulation, dont les affaires de détournements et de fausses factures ne sont que la partie la plus visible. Le budget de la sécurité sociale par exemple est bien supérieur à celui de l'Etat. Mettre la main sur cet argent devient un enjeu colossal. C'est précisément ce qui se passe en ce moment.

Les sommes colossales versées sous forme de cotisations, salariales ou patronales, dans les équipements sanitaires, sportifs, culturels, le logement..., que ce soit au niveau national ou international (la prétendue aide au tiers monde), ont vite fait de tomber entre les mains du capital financier, grâce aux placements spéculatifs à court terme qui sont effectués, dont les revenus disparaissent dans la nature (mais pas pour tout le monde).

Le salariat n'est qu'une forme historique de rémunération de la force de travail, et, plus généralement, ce n'est qu'un rapport social inscrit dans une période donnée, qui n'a pas toujours existé et qui n'existera probablement pas toujours. Le salariat comme rapport social n'a lui-même pas toujours existé dans sa forme actuelle, il a subi des modifications et des évolutions. Il n'apparaît véritablement qu'avec le développement du mode de production capitaliste et, au-delà de la rémunération de la force de travail, il est aussi l'imposition, sur des populations qu'on a souvent obligé à travailler dans des fabriques, par la violence la plus inouïe, d'un mode d'existence fondé sur l'obligation du travail, la discipline, la hiérarchie. Plus le travailleur devient « libre » au sens libéral du terme, plus il devient aliéné à son mode de vie. Ainsi, le salariat n'est pas seulement un mode d'exploitation de la force de travail, il est aussi un mode de domination sur l'homme.

Si le travail constitue encore aujourd'hui la principale détermination du salaire, curieusement, plus le salariat s'étend comme mode de rémunération, plus il est déconnecté du travail. Le pré-retraité, le retraité, le chômeur, le RMiste, le contrat emploi-solidarité ont un statut qui est défini par référence à leur qualité de salarié, ou d'ex-salarié, même s'ils ne touchent pas grand chose... En même temps, se développent dans la réalité du travail des relations pré-salariales, qui ressemblent étrangement au servage. On demande en effet de plus en plus aux salariés d'effectuer une quantité de travail supérieure à ce pour quoi ils ont été embauchés, sans compensation pécuniaire, évidemment. Ou encore, on les embauche avec un maigre salaire, mais le travail effectif qu'ils font est

nettement plus qualifié que celui pour lequel ils sont payés. La contemplation des exclus qui « rôdent » dans la rue suffit en général pour faire taire toute protestation, ce qui prouve que les RMistes, SDF et autres chômeurs jouent un rôle déterminant dans le système. Dans ce contexte, ce sont tout d'abord les femmes qui sont touchées par des réductions d'emplois, et celles qui s'acharnent à chercher malgré tout un travail se voient les premières proposer des emplois sous-qualifiés, subalternes, sans statut, sans garantie. Le

chômage grandissant crée des réactions inconscientes de rejet des femmes, que l'on considère comme des concurrentes des hommes face au travail. Une femme qui travaille est perçue comme quelqu'un qui prend l'emploi d'un homme qui a charge de famille. Une telle situation engendre des rapports hommes-femmes qu'on espérait en voie de disparition, des rapports de domination, que ce soit dans ou en dehors du couple.

RENÉ BERTHIER

Nous n'existons pas !

Un million de salariés, chômeurs et étudiants dans la rue vendredi 24 novembre, pourtant, si on se fie aux médias, ce fut qu'un mouvement à peine perceptible et juste bon à embêter les usagers... Sur la carte de France des manifestations publiée par *le Monde*, Saint-Etienne n'était même pas marqué ! La couverture médiatique de ces gigantesques manifestations en faveur de la Sécu fut largement inférieure aux infos ou aux émissions spéciales consacrées à un journaliste défunct qui a passé son temps à cirer les bottes des grands de ce monde, dictateurs compris !

Ils nous ignorent, ils nous méprisent...

Jusqu'à quand pourront-ils cacher que 1% de la population possède 25% des richesses, tandis que 50% n'en grappillent que 5% ? Que l'Etat a fait cadeau au patronat de 80 milliards, soi-disant pour résorber le chômage, mais qui n'a servi qu'à précariser l'emploi ? Le patronat et l'Etat « assainissent » les budgets, tandis que les cours de la bourse s'envolent. En 1994, 400 000 capitalistes se sont partagés 100 milliards de francs (250 000 F chacun en moyenne), tandis que 20 millions d'individus ont dû se contenter de 30 milliards de francs (1 500 F chacun en moyenne). Plus de 4 millions de personnes en France doivent vivre aujourd'hui avec moins de 3 000 F par mois !

Ces chiffres ne sont pas d'une organisation révolutionnaire, mais ceux, officiels, de l'INSEE !

Pour la Sécu : 39,5 milliards payés par le patronat ; 9,2 milliards payés par l'Etat ; 19,1 milliards pris en charge par le régime général pour le déficit des autres régimes, voilà comment combler le prétendu « trou » de 56 milliards. Allons-nous laisser l'Etat et le patronat brader nos acquis sociaux, démanteler la Sécu, précariser l'emploi ?

Jusqu'à quand ?

Chemins, postiers, agents hospitaliers, étudiants, ouvriers, chômeurs, précaires, tous les problèmes sont liés. Il faut donc apporter une réponse globale. Arrêtons de saucissonner les luttes ! Elargissons nos plates-formes de revendications ! Face aux vieilles recettes marxistes et social-démocrates qui ont toutes échoué, une autre forme d'organisation dans la lutte est devenue nécessaire. Nous proposons la fédération des luttes, la mise en place de réseaux d'information parallèle, l'absence de hiérarchie (et non de responsabilités mandatées, ponctuelles et révocables) entre les individus engagés. De cette façon d'organisation, qui ne met pas en opposition la fin et les moyens, pourra émerger un projet de société égalitaire et libertaire qui nous sortira enfin de cette société profondément injuste et inégalitaire.

GRUPE NESTOR-MAKHNO
(Saint-Etienne)

SOMMAIRE

Page 1 : Grève dans les chemins de fer : « Nous ne devons pas lâcher ! » (suite p. 2), RATP : paroles de grévistes (suite p. 3).

Page 2 : Grève dans les chemins de fer : « Nous ne devons pas lâcher ! » (suite de la « une »), Rendez-vous, Parutions, Perpignan : des cortèges mémorables.

Page 3 : RATP : paroles de grévistes (suite de la « une »), De l'électricité dans l'air.

Page 4 : Le Téléthon de la contestation sociale, Université (Grenoble, Poitiers).

Page 5 : Les difficultés d'une grève au jour le jour, Le fonctionnement de la Poste en temps de grève, Brèves (Metz, Montpellier, Nantes).

Page 6 : « Normalisation à l'américaine, Dijon : chronique d'une lutte non-avortée.

Page 7 : CFDT : « Dis au revoir à la dame !... », Initiatives diverses et soutien aux grévistes dans le 18^e, Associations, A la petite semaine : La grève de tous les dangers.

Page 8 : Pour en finir avec l'exploitation sociale, Université (Grenoble, Poitiers).

LE DESSIN DE LA SEMAINE



PLAN JUPPÉ-NOTAT

